



CHAPITRE 76

Loi modifiant la Loi de l'indemnisation des
victimes d'accidents d'automobile

[Sanctionnée le 22 décembre 1978]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,
c. 232,
a. 22, mod.

1. L'article 22 de la Loi de l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobile (Statuts refondus, 1964, chapitre 232), modifié par l'article 27 du chapitre 35 des lois de 1976 et remplacé par l'article 205 du chapitre 68 des lois de 1977, est modifié par le remplacement des deuxième et troisième alinéas par les suivants:

Moyen de
subsistance

«Toutefois, cette personne, immédiatement après la déclaration de culpabilité ou la sentence, peut obtenir du juge qui l'a prononcée d'ordonner au directeur de lui délivrer un permis restreint si elle établit, à la satisfaction du juge, qu'elle doit conduire une automobile pour l'exécution du principal travail dont elle tire sa subsistance.

Requête.

Si cette personne n'a pas, pour un motif valable dont la preuve lui incombe, présenté sa demande au temps prévu par le deuxième alinéa, elle peut encore le faire en s'adressant, par requête, au même juge ou à un juge du même tribunal; si ce tribunal ne siège pas dans le district où la personne entend présenter sa requête, celle-ci peut alors être adressée à un juge d'un tribunal civil, sauf une cour municipale.

Décision.

La décision est finale et sans appel.

Permis
restreint,
etc.

Le directeur, sur réception de l'ordonnance, délivre le permis restreint; la suspension prévue au premier alinéa est alors prolongée à six mois.

Permis
restreint.

Le permis restreint est délivré ou maintenu en autant que le permis de conduire n'est pas annulé, suspendu ou non renouvelé pour une autre cause.»

Application.

2. L'article 1 s'applique également à une infraction commise avant la date de son entrée en vigueur si, à cette date, il n'a pas été statué sur une demande de recommandation d'émettre un permis restreint faite conformément au deuxième alinéa de l'article 22 de la Loi de l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobile tel qu'édicte par l'article 205 du chapitre 68 des lois de 1977.

Entrée en
vigueur.

3. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.